

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280

Anticorruption



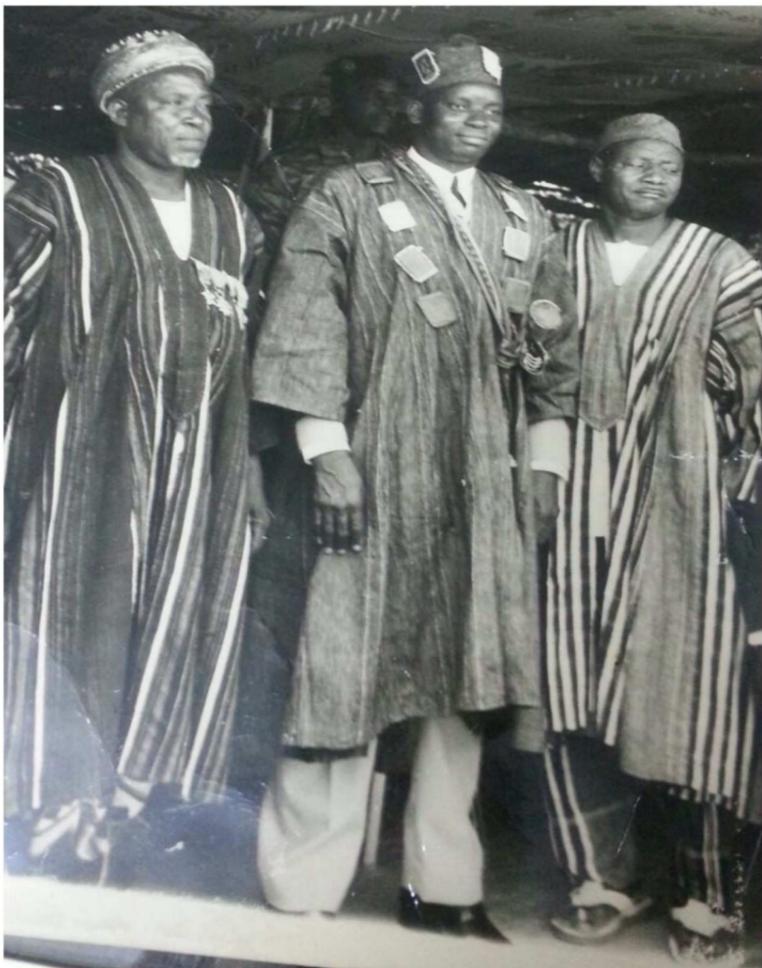
POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201

Renseignements

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Fauteuil présidentiel après Eyadéma : La communauté Tem-Cotocoli accusée



Feu Gnassingbé Eyadéma (M) posant avec le Chef Supérieur de Sokodé, Ouro-EssoAyéva Issifou (G) à Sokodé lors d'une édition de Gadao (Photo archives)

d'offrir une Présidence à vie à Faure

Partant des saintes écritures qui stipulent que " tout pouvoir vient de Dieu et que toute personne ne se soumettant pas à l'autorité établie rame à contre-courant la volonté de Dieu ", la communauté Tem - Cotocoli majoritairement musulmane de confession religieuse n'a jamais passé outre cet enseignement coranique. Raison nécessaire mais est-ce suffisante pour cette communauté d'imposer son desiderata aux togolais dans le choix de leurs dirigeants ?

Lire suite P 3

Regroupement de six partis politiques togolais pour réclamer les réformes et la décentralisation :

Vers une véritable union de l'opposition?



Les leaders des six partis politiques autour d'une même table

Protection des enfants :

L'UNICEF et le réseau des parlementaires en synergie d'actions pour 2017

P5



Photo de famille

Derniers réglages des préparatifs de la CAN :

Les Eperviers reçoivent le drapeau national

P6



Congrès du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) :

Dans la solitude et l'isolement, le CAR joue sa survie

P.3



Me Yawovi Madji Agboyibo

COMMISSARIAT GENERAL

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUE PAR AUTORITE DE JUSTICE

En référence à l'ordonnance N°100/2016 aux fins de confiscation et de vente, rendue le 03 octobre 2016 par Monsieur le Président du Tribunal de Première Instance de Kara à la requête du Commissaire des Douanes et Droits Indirects, Il sera procédé le mardi 17 janvier 2017 à partir de 09 heures, jours et heures suivants, à la Division des Opérations Douanières de la Région de la Kara à Kara, à la vente aux enchères publiques de :

- Trois (03) véhicules ;
- Quarante-quatre (44) motos ;
- Neuf (9) sacs d'engrais ;
- Treize (13) balles de friperie ;
- Trois (3) cartons de savon de ménage ;
- Un (1) sac de détergent en poudre et
- Deux (2) cartons de bonbons.

en dépassement de délai abandonnés.

Ces engins et (autres) seront vendus conformément aux dispositions de l'article 294 de la loi N°2014-003 du 28 avril 2014 portant Code des Douanes de la République Togolaise.

Le paiement se fera au comptant, majoré de 12% avec enlèvement immédiat. Aucune réclamation ne sera admise après l'adjudication et l'enlèvement.

Pour tous renseignements, adressez-vous à l'Etude de Maître BEWELI Tagba, Commissaire-priseur, à Lomé, (Tél : (00228) 90 78 20 38 / 9728 33 33.

Fait à Lomé, le _____

Le Commissaire Général
Henry Kanyesiime GAPERI

A partir du 1^{er} janvier 2016

EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ETAT



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Fauteuil présidentiel après Eyadéma :

La communauté Tem-Cotocoli accusée d'offrir une Présidence à vie à Faure

Partant des saintes écritures qui stipulent que " tout pouvoir vient de Dieu et que toute personne ne se soumettant pas à l'autorité établie rame à contre-courant la volonté de Dieu ", la communauté Tem-Cotocoli majoritairement musulmane de confessions religieuses n'a jamais passé outre cet enseignement coranique. Raison nécessaire mais est-ce suffisante pour cette communauté d'imposer son désiderata aux togolais dans le choix de leurs dirigeants ?

Après un premier report, la fête traditionnelle de Tchaoudjo se déroulera du 19 au 22 Janvier prochain. C'est pendant l'attente de la commémoration de Adossa Gadao que des informations aussi bien compromettantes, désobligeantes que déshonorantes sont distillées au sein de l'opinion et qui concernent un supposé soutien de cette communauté de guerriers à feu Gnassingbé Eyadéma, ce qui selon les mêmes informations auraient assuré à feu Général Président une longévité au pouvoir au point même

d'en mourir en fonction. Vrai ou faux ?

Aussi malin celui qui pourra répondre avec exactitude puisque ceux qu'on accuse d'être les acteurs et auteurs d'un pacte imaginaire signé avec la communauté tem lors de la fête traditionnelle Gadao à Sokodé un vendredi dans les années 70, à savoir des Chefs Spirituels et traditionnels au premier rang desquels le Chef Supérieur des Tem de l'époque Ouro-Esso Ayévalssifou ne sont plus de ce monde cela fait plusieurs décennies maintenant. Selon les

clauses de ce pacte dont personne n'a confirmation, le Président Eyadéma devrait régner sur le Togo aussi longtemps qu'il vivra.

Plus d'une génération après cette affaire qui laisse perplexe et dubitatif tout observateur avisé, la même communauté Tem Cotocoli cette fois-ci à travers ces cadres feraient feu de tout bois pour faire venir Faure Gnassingbé comme invité de marque lors de l'édition de Adossa Gadao 2017 afin de lui passer la potion magique des Tem Cotocoli qui aurait permis



Feu Gnassingbé Eyadéma (M) posant avec le Chef Supérieur de Sokodé, Ouro-Esso Ayévalssifou (G) à Sokodé lors d'une édition de Gadao (Photo archives)

à son prédécesseur de régenter le pouvoir jusqu'à sa mort.

Et si la raison l'emportait sur la passion ?

Ce débat de présidence à vie qu'une certaine communauté tenterait d'offrir à Faure Gnassingbé fait vibrer la toile au point même de rendre le débat très passionné mais nous estimons que dans cette affaire la raison doit prendre le pas sur la passion pour plusieurs évidences.

D'abord de 1970 à nos jours, le monde a tellement et suffisamment évolué qu'il serait étonnant voir surprenant de tenter d'interposer des faits qui auraient eu lieu en 70 aux actes que les humains peuvent poser de nos jours.

Deuxième chose, en 1970, le Togo était au cœur du Parti Unique ou le pouvoir était presque un pouvoir absolu, totalitaire, sans partage etc. Les élections étaient souvent organisées sans challenger en face du Président candidat.

Il est important de préciser qu'en 2002 lorsque, par la faute de l'opposition, le parti au pouvoir avait toiletté la Constitution offrant une présidence à vie à Gnassingbé Eyadéma, la communauté Tem-Cotokoli était-elle là-bas ?

Aujourd'hui, le Togo a connu une nette avancée et une nette évolution dans le domaine politique même s'il ya des choses à parfaire.

Imaginer un tel scénario et l'attribuer à une communauté c'est faire injure à l'intelligence des fils et filles de cette vaillante communauté puisque Tchaoudjo, de par sa diversité politique avec en son sein un député de l'ANC (opposition)

ne peut pas offrir un pareil spectacle aux yeux du monde.

Ensuite, depuis son arrivée à la tête du pays, les différentes élections organisées sous Faure Gnassingbé ont été appréciées par la communauté internationale, preuve que la démocratie dans notre pays est en marche.

La maturité du peuple togolais transcende les considérations mystique et il est impensable de laisser couler dans l'opinion des informations de nature à jeter du discrédit sur la capacité des togolais à décider de qui conduira sa destinée.

Au demeurant, aucun Chef d'Etat aussi puissant soit il ne peut s'éterniser au pouvoir contre la volonté de son peuple et le peuple seul souverain, au regard des actes que posent les politiciens et particulièrement les chefs d'Etat a toujours l'occasion de se faire entendre lors des élections.

L'exemple de Yahya Jammeh, le Président Marabout qui n'avait pas recours à une quelconque communauté pour s'éterniser au pouvoir, puisque lui-même étant un marabout de renom, donc pouvant compter sur lui-même a été sanctionné par le peuple Gambien.

Au regard des différentes approches évoquées dans notre analyse, il serait superfétatoire qu'en ce 21ème siècle finissant que des accusations fallacieuses comme celle-là soient portées contre une communauté que beaucoup connaissent pour son patriotisme, tout en mettant ou en balayant du revers de la main toutes les réalisations de Faure Gnassingbé qui lui valent l'estime de son peuple.

Kpéla Biva

Congrès du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) :

Dans la solitude et l'isolement, le CAR joue sa survie

Les nombreuses mutations auxquelles font faces les partis politiques togolais ne laissent pas sur le carreau le Comité d'Action pour le Renouveau qui, après une crise profonde tient à partir de ce jour un congrès pour désigner les instances dirigeantes du parti des déshérités.

Le putsch des Présidents Fédéraux du CAR qui a bouté hors du parti Maître Dodji Apevon avait sonné la scission du CAR qui est obligé désormais de compter parmi ses adversaires les Forces Démocratiques pour la République (FDR) qui est composé essentiellement des militants de première heure du CAR. Au plus fort de la crise qui secouait le parti des déshérités, les frondeurs juraient la main au feu que Maître Agboyibo jusque-là Président d'honneur du CAR voulait reprendre les commandes du parti et comme tel, ces frondeurs n'étaient pas prêts à laisser même une coquille vide à Me Agboyibo et quelques-uns des disciples qui lui sont restés fidèles.

Pendant que d'autres formations politiques de l'opposition se mettent en ordre de bataille pour pouvoir arracher des mains du pouvoir en place le précieux sésame des réformes, Me Agboyibo et le CAR semblent de plus en plus esseulé et isolé pour des raisons simples.

D'abord, la sève vivifiante du parti ayant décidé de rompre avec le diktat du Président d'honneur qui malgré son " retrait " continuait par tirer les ficelles dans l'ombre pour continuer par régner en maître absolu, le congrès



Me Yawovi Madji Agboyibo

annoncé tambours battants n'a pu se tenir à bonne date. La mobilisation des militants des FDR au cours du congrès a semblé révéler que les FDR risquent de damer le pion au CAR en termes de mobilisation sauf que c'est lors des joutes électorales qu'on connaît le poids de chaque formation politique.

Ensuite, à l'heure de formation des regroupements en vue de l'alternance au Togo, on sent et imagine déjà le CAR aux abonnés absents car en fait, le dernier né des regroupements étant piloté par Me Dodji Apévon, chassé du CAR comme un malpropre, il serait difficile pour le reliquat du CAR, orgueil humain l'exigeant de solliciter une quelconque place au sein de ce regroupement. Outre cela, le CAP 2015 qui était à sa création un regroupement électoral a toujours utilisé des méthodes de conquêtes de pou-

voir qui sont aux antipodes de l'idéologie et la philosophie politique du CAR et de Me Agboyibo conséquence, le CAR ne serait jamais membre de l'ANC.

Aujourd'hui, le constat est clair que dans la lutte hégémonique des partis politiques togolais pour la conquête du pouvoir, le parti Unir et son Président bénéficient régulièrement des querelles et des divisions au sein de l'opposition, ce qui n'est pas de nature à assurer une efficacité dans la recherche de l'alternance. La résultante de cette nombreuse guéguerre qui met de nos jours dos à dos l'UFC et l'ANC puis le CAR et les FDR.

Les énergies au sein de l'opposition ne cessent d'être dispersées dans les querelles intestines pendant que le pouvoir en place continue de se frotter les mains en occupant peu à peu le terrain.

La Rédaction

Regroupement de six partis politiques togolais pour réclamer les réformes et la décentralisation :

Vers une véritable union de l'opposition?

Ils estiment qu'un travail avait été mené en amont avant la sortie au grand jour. Ce sont les premières idées que véhiculent les leaders de six partis politiques, notamment, les Forces Démocratiques pour la République (FDR), Togo Autrement, Parti des Démocrates, l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI), le Mouvement Citoyen pour la Démocratie (MCD) et le Parti des Togoais qui, jugent à travers une sortie médiatique qu'il est temps selon eux de créer des conditions idoines pour faire les réformes et créer la décentralisation.

Lorsqu'on revisite le passé politique de l'opposition togolaise l'on constate malheureusement que les initiatives de regroupement de partis politiques ont été toujours considérées comme de bonnes initiatives mais, effritées par des guéguerres de leadership. Ira-t-on cette fois-ci vers une véritable union de l'opposition ?

Les premiers responsables de ce regroupement tentent de justifier le bien fondé de cette nouvelle coalition politique qui est en dépit de toutes ses caractéristiques la énième du genre. Même si les thématiques dont il est question en l'occurrence la réalisation des réformes, entre autres le mode de scrutin et le découpage électoral et la mise en œuvre

de la décentralisation semblent pertinentes, il faut relever qu'au sein de l'opposition togolaise il a été plus question de la quête désespérée de véritable union.

Il existe aujourd'hui des acquis notamment l'Accord Politique Global (APG) d'août 2006 et d'autres idées esquissées par ces mêmes dirigeants politiques qui devraient constituer en principe une garantie à la consolidation de la démocratie, d'un Etat de droit et de la bonne gouvernance.

Lorsqu'on évoque par exemple les ratées ou les insuffisances de la dernière trouvaille de l'opposition qui est CAP 2015, vétuste de deux ans, puisque d'autres initiatives s'actualisent à l'instar de ce groupement qui fait l'actualité politique, il faut avoir le courage



Les leaders des six partis politiques autour d'une même table

d'affirmer que cette débâcle est en partie due à une crise de confiance et à la lutte permanente pour le leadership, dans laquelle certains leaders de l'opposition se sont embourbés. ADDI, dans un passé récent a décidé de rompre son pacte avec l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) avant l'élection présidentielle de 2015.

Si l'on s'en tient aux propos des

principaux leaders de ce nouveau regroupement politique sans nom et sans meneur, cette alliance reste ouverte aux autres partis. Mais pourquoi n'ont-ils pas, par exemple dès le début associé les autres forces de l'opposition qui n'en font pas parti ?

Un parti comme les FDR, est né d'un problème de leadership au sein du CAR. Et aujourd'hui, l'on est tenté de croire que les rapprochements au sein de l'opposition dans le contexte politique actuel se font par affinité et par méfiance. Cette opposition sera donc dans une certaine mesure obligée d'évoluer en plusieurs blocs. Même dans son inconscience, tout parti politique aspire dans sa lutte un jour à l'exercice du pouvoir.

Les thèmes soulevés par le groupe des six partis de l'opposition, notamment les réformes et la décentralisation restent parti-

nelles et ce qui reste à faire est d'attendre ces messieurs au tournant. L'histoire politique au Togo nous enseigne que, depuis les années quatre vingt dix, si le COD 1, le COD2 et dans un passé récent le Collectif Sauvons le Togo, l'Arc-en-ciel, et CAP 2015 pour ne citer que ces coalitions n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs c'est en parti dû à la recherche d'intérêt partisan et de leadership, au détriment de l'intérêt général.

A dix-huit mois des élections locales, il faut pour ces partis politiques chercher les stratégies pour débayer le terrain, même si on parle d'union innovante, avec la possibilité à chaque parti de retourner de temps en temps dans son état major et de faire aussi le travail qu'il s'est assigné lui-même par rapport à ses convictions personnelles.

FM

Reconstituer le tissu social :

Début du processus de réparation

La mise en œuvre des recommandations et du programme de réparations élaborés par la Commission 'Vérité, justice et réconciliation' (CVJR) est assurée par le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité (HCRRUN).

Elles ont plusieurs formes, l'indemnisation, la restauration de la liberté, la jouissance des droits de l'homme, de l'identité, de la vie de famille et de la citoyenneté, le retour sur le lieu de résidence, la restitution de l'emploi et des biens, la réadaptation, notamment.

président Faure Gnassingbé, la CVJR avait été chargée de faire la lumière sur les événements violents qui avaient secoué le Togo de 1958 à 2005. Un processus inédit dans la région.

Source :

republicoftogo.com



Mgr Nicodème Bénissa-Barrigah, l'ancien président de la CVJR

Cet organe entend contribuer à l'instauration d'un climat social et politique apaisé nécessaire à la réconciliation nationale au Togo.

S'agissant des réparations, 2 milliards de Fcfa ont été provisionnés dans le budget 2017.

Le HCRRUN fera tout ce qui est en son pouvoir pour accorder aux victimes des réparations justes qui tiennent compte des torts qui leur ont été causés, a souligné Awa Nana, la présidente de l'institution.

Créée sur proposition du

Citoyenneté :

Le vivre ensemble, un facteur de développement

Le vivre ensemble est l'une des valeurs auxquelles devrait s'imprégner tout individu vivant dans une société. Mais, force est de constater que les sociétés de nos jours sont caractérisées par une absence de cohésion sociale et de conscience collective, la non acceptation de l'autre. Quelles conduites faut-il tenir pour accéder à un développement durable et qui prend véritablement en compte les préoccupations de tous les acteurs sociaux?

De nos jours, des conflits sociaux cristallisent la vie quotidienne des populations au Togo notamment les problèmes fonciers, les affrontements entre autochtones et peuls transhumants. La notion du vivre ensemble s'appréhende à plusieurs niveaux et a des conséquences sur le développement social. C'est à travers la culture du pardon de la tolérance, de l'accepta-

tion d'autrui malgré les divergences que la cohésion sociale est possible.

Au Togo le combat pour la réconciliation reste encore un défi que doit relever le gouvernement bien évidemment à travers des sensibilisations pour que les citoyens s'imprègnent de cette notion et l'appliquent afin qu'ils puissent s'unir davantage et participer au développement du pays. L'avènement de la Commission Vérité Justice Réconciliation (CVJR) a été salubre dans la culture du pardon et du vivre ensemble.

Seule la tolérance peut permettre de reconstruire les liens de solidarité car en étant tolérant on accepte des confrontations de points de vue, des façons d'être et d'agir mais, dans le respect des principes démocratiques.

Le vivre ensemble implique l'acceptation de l'autre, sans préjugés ou mépris.

Kabirou N.

Conseil des ministres du 11 janvier dernier :

Au menu deux projets de loi ratifiés, un projet de décret et 4 communications

Le conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 11 janvier 2017 au Palais de la Présidence de la République, sous l'autorité du Président de la République, Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Au cours des travaux, le conseil a délibéré et adopté deux (02) projets de loi de ratification, examiné un (01) projet de décret et écouté quatre (04) communications.

Le premier projet de loi autorise la ratification de la convention révisée sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les Etats d'Afrique, adoptée à Addis-Abeba le 12 décembre 2014.

Cette convention procède de la révision de la convention sur la reconnaissance des études et des certificats diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur, adoptée le 5 décembre 1981 à Arusha en Tanzanie, recommandée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans le cadre de l'harmonisation du système d'enseignement supérieur en Afrique. Elle vise à améliorer la gestion de l'enseignement supérieur public et privé, faciliter la promotion et la mobilité académiques aux plans national, régional et international.

Le deuxième projet de loi autorise la ratification du traité révisé de la conférence interafricaine de prévoyance sociale (CIPRES), adopté à Abidjan le 14 février 2014. Le traité du 21 septembre 1993 qui a institué la CIPRES, avait pour but d'aider les Etats concernés à surmonter les difficultés financières de leur caisse de sécurité et à promouvoir la mise en place d'un système de protection sociale inclusive. Cependant, des insuffisances sont apparues dans le fonctionnement des organes de la CIPRES ainsi que dans l'application des textes la régissant et ont incité les Etats à procéder à la révision du traité en y apportant plusieurs innovations.

Le projet de décret présenté en première lecture crée l'agence nationale de la protection civile, sous la forme d'un établissement public administratif chargé de gérer les situations d'urgence et l'action humanitaire. L'agence est inspirée du modèle standard de structure unique de coordination adopté par les ministres chargés de la protection civile de la CEDEAO en octobre 2015 à Accra. Elle assure la coordination des actions de toutes les structures intervenant dans la gestion des catastrophes et constitue l'interlocuteur unique auprès des partenaires au développement dans le cadre du renforcement de la résilience des populations.

Au titre des communications, Madame la ministre du commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme, le ministre de la sécurité et de la protection civile, le ministre de la planification du développement et le Directeur de cabinet du Premier ministre sont intervenus pour présenter tour à tour :

1. les résultats définitifs des élections consulaires et la tenue de la première Assemblée consulaire mandature 2016 - 2020 de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Togo ;

2. le compte rendu de la réunion du comité technique des ministres chargés de la sécurité des Etats membres de la CEDEAO sur la révision du protocole portant création de la carte brune tenue le 2 décembre 2016 à Lomé ;

3. les conclusions de la revue annuelle conjointe de mise en œuvre de la SCAPE en 2015 ;

4. l'état de l'exécution des projets gérés par les différents départements ministériels.

Pour la première communication, le conseil a recommandé que le bilan du mandat du bureau sortant de la chambre de commerce et d'industrie du Togo soit présenté pour : d'une part montrer comment les actions menées ont contribué à renforcer le secteur privé dans notre pays et d'autre part, permettre au bureau élu d'en tirer les enseignements pour son action future.



Le Président Faure Gnassingbé a présidé les travaux du Conseil

Pour la deuxième communication, l'objectif de la réunion des ministres chargés de la sécurité des Etats membres de la CEDEAO était d'amender et d'adopter le projet de protocole révisé sur l'opérationnalisation de la carte brune d'assurance CEDEAO.

La troisième communication a porté sur les conclusions de la revue annuelle conjointe de mise en œuvre de la SCAPE en 2015. Le bilan de mise œuvre de la SCAPE en 2015 a montré que le cadre macroéconomique est demeuré globalement stable, avec un léger fléchissement du rythme de la croissance (5,3 % en 2015 contre 5,9 % en 2014). L'inflation est maîtrisée avec un taux qui s'établit à 1,8%, en dessous du seuil communautaire (3 %). Le Premier Ministre s'est félicité des contributions de tous les groupes d'acteurs au processus de déve-

loppement, sans lesquelles les progrès accomplis vers l'atteinte des cibles fixées n'auraient pu être obtenues.

Les conclusions et recommandations de cette revue vont alimenter l'élaboration du Plan National de Développement. Les acteurs du secteur privé et de la société civile, ainsi la communauté des partenaires techniques et financiers ont réaffirmés leur engagement à accompagner le gouvernement dans la réalisation de tous les chantiers de développement économique, social, culturel et environnemental en vue d'assurer l'émergence du Togo conformément à la vision du Chef de l'Etat.

La quatrième communication qui est relative à la présentation de l'état d'avancement des projets gérés par les différents départements ministériels a permis de relever, pour certains projets, d'importants retards dans

leur exécution. Le Président de la République exhorte les ministres à plus de célérité dans l'exécution des projets mais aussi à des comptes rendus réguliers sur la mise œuvre des projets afin de garantir l'efficacité et la performance recherchées.

Au titre des divers :

- le ministre de l'économie numérique a rendu compte de la signature à Dakar au Sénégal du protocole d'accord sur le Free Roaming entre les Etats de l'espace CEDEAO. La gratuité sera appliquée dans les pays signataire à partir du 31 mars 2017 ;

- le ministre chargé de la sécurité, membre du comité ad hoc de supervision a fait le point sur les préparatifs des Eperviers pour la CAN. Les joueurs rentrent le jeudi 13 janvier 2017 à Lomé après la mise au vert qui s'est bien passée au Sénégal. Ils se verront remettre le drapeau national avant leur départ pour le Gabon le jeudi 12 janvier 2017.

En vue d'implorer la protection divine sur nos ambassadeurs, des cultes religieux seront organisés à partir du vendredi 13 janvier 2017.

Le conseil des ministres félicite le comité de mobilisation des fonds et l'encourage à poursuivre ses efforts. Le conseil demande à chaque membre du gouvernement de contribuer financièrement à cet élan national de soutien aux Eperviers.

Fait à Lomé le 11 janvier 2017

Le Conseil des ministres

Protection des enfants :

L'UNICEF et le réseau des parlementaires en synergie d'actions pour 2017

L'UNICEF et le réseau des parlementaires togolais pour la protection des droits et le bien-être de l'enfant, se sont réunis ce mardi à Lomé pour définir conjointement les actions prioritaires et les principales activités à planifier tout au long de l'année 2017 pour assurer une meilleure protection des droits et le bien-être des enfants au Togo.

Les deux institutions ont échangé sur les différentes actions pouvant être menées en synergie et contribuer ainsi à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) par le Togo. Il est question donc pour l'UNICEF et l'Assemblée Nationale de comprendre réciproquement le fonctionnement et l'environnement de travail de chaque institution.

Il s'agit, pour ces travaux qui réunissent le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le réseau des parlementaires pour la protection de l'enfance, d'un rendez-vous de donner et du recevoir qui permettra d'identifier et de recueillir auprès des élus du peuple, les grandes orientations qui seront ensuite intégrées au plan de travail du programme de coopération UNICEF-TOGO pour une mise en œuvre d'une évaluation efficace et concertée. Ceci pour apporter une pierre importante à l'édifice que ces deux partenaires souhaitent construire au profit des enfants du Togo.

La présidente du réseau, l'honorable



Photo de famille

Akossiwa AMEDJOGBE Olivia a salué cette initiative qui vient conforter les efforts du Réseau dans la protection et le bien-être des enfants.

Le Réseau parlementaire pour la protection des droits et le bien-être de l'enfant a pour objectif de mener un plaidoyer actif avec le pouvoir exécutif afin que les politiques, les lois et les budgets tiennent compte du bien être des enfants tout en renforçant la place et le rôle de la société civile sur les questions de la survie et du développement de l'enfant.

Pour le représentant de l'UNICEF au Togo Dr. Isselmou Boukhary, le parlement est l'institution par excellence de l'expression de la volonté du peuple. " Les parlementaires sont bien placés pour faire passer le message selon lequel le bien-être des enfants est la responsa-

bilité non seulement des personnes qui travaillent avec les enfants, mais de toute la société. Ils peuvent allouer des ressources aux budgets nationaux, établir des orientations stratégiques solides, débattre, façonner et appliquer les lois qui protègent les enfants ". A-t-il laissé entendre.

Cette rencontre a été l'occasion pour le Dr Boukhary de rappeler le rapport sur la situation des

enfants dans le monde, pour l'édition 2016 lancé officiellement au Togo il y a quelques semaines. Ce rapport présente les formidables résultats obtenus en faveur des enfants. " Pour exemple, depuis 1990, le nombre de décès d'enfants avant l'âge de cinq (05) ans a été divisé par deux (2) et des centaines de millions d'enfants dans le monde sont sortis de la pauvreté. Le taux de non-scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école primaire a baissé de plus de 40% entre 1990 et 2014 ".

Le rapport relève entre autre que si le Togo ne triple pas ses efforts dans le domaine de la survie, et de la santé des enfants de moins de cinq ans, il ne pourra pas réaliser ses objectifs de développement durable en matière de santé.

Kahf Djobo

CAN TOTAL GABON 2017 :

Togo - Côte d'Ivoire, un derby de l'Afrique de l'Ouest très attendu

La grande messe du football africain s'ouvre demain samedi en terre gabonaise. Les seize meilleures équipes du continent, se lancent à la conquête de l'édition 2017 de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Le groupe C, basé à Oyem, où se logent Eperviers du Togo, Lions de l'Atlas, Léopards de la République Démocratique du Congo (RDC) et enfin Eléphants de la Côte d'Ivoire est considéré par certains observateurs avisés du football africain comme le " groupe de la mort ". Le Togo ouvre le bal devant la Côte- d'Ivoire le lundi 16 janvier dans un groupe jugé donc relevé, dans un derby de l'Afrique de l'Ouest. Que nous renseigne l'histoire des oppositions entre Eperviers et Eléphants? Quelle formation tirera son épingle du jeu à l'issue de ce duel?

Les Eléphants de la Côte d'Ivoire constituent l'équipe la plus attendue dans cette compétition qui s'ouvre dans quelques heures, d'autant plus qu'ils sont les détenteurs du trophée. Lorsqu'on fait un feed-back sur ses préparatifs d'avant tournoi, l'on comprend qu'ils se donnent aujourd'hui les moyens de leur



Les Eperviers du Togo



Les Eléphants de la Côte d'Ivoire

nouvelle ambition qui est de reproduire l'exploit de 2015. Pour ce faire, ils affronteront d'entrée de jeu, la sélection du Togo conduite par l'entraîneur le plus expérimenté de la CAN, Claude Le Roy. Quatre oppositions existent entre le Togo et la Côte d'Ivoire en phase finale de Coupe d'Afrique.

La première remontée en 1984 à Abidjan où les Eléphants ont coiffé les Eperviers (3-0) conduit à l'époque par l'entraîneur allemand Gottlieb Goeller. Les deux formations se retrouvent seize ans plus tard en 2000 d'abord au Ghana et ensuite en 2002 au Mali dans des matchs soldés respectivement par des scores de 1but partout et vierge (0-0).

L'opposition qui rafraichit la mémoire du public sportif togolais est la dernière en date celle

qui a opposé en Afrique du Sud lors de la CAN 2013 les deux sélections. La Côte d'Ivoire a eu le dernier mot dans une rencontre âprement disputée avec à la clé une victoire sur un détail près (2-1).

Pour cette CAN, le gouvernement togolais a pris les dispositions pour permettre au capitaine Shéyi Adébayor et à ses coéquipiers de se préparer dans de bonnes conditions pour aborder de fort belle manière la messe du football africain.

Douze jours de travail loin du bruit sur les installations des pensionnaires du centre sportif moderne des Diambars au Sénégal, ponctués par des séances de récupération ont permis à nos Eperviers d'être fin prêts pour la compétition dont la cérémonie d'ouverture est prévue demain.

Les Eperviers doivent à tout prix éviter une défaite face aux Eléphants en première sortie, quand on est conscient du fait que le groupe C se présente très serré et le moindre faux pas serait préjudiciable aux différentes équipes.

Les statistiques des confrontations Togo-Côte d'Ivoire présentent un léger avantage en faveur des Eléphants. Sur quatre matchs de CAN, l'on note deux victoires pour la Côte d'Ivoire, 0 pour le Togo, et 2 matchs nuls

FM

Derniers réglages des préparatifs de la CAN : Les Eperviers reçoivent le drapeau national des mains du PM

La journée d'hier a été l'une des plus chargées pour la sélection des Eperviers en route pour la Coupe d'Afrique des Nations Gabon 2017. Il faut noter que la délégation togolaise a d'abord foulé le sol togolais à bord d'un vol spécial, en provenance du Sénégal où elle a participé à un stage dans le cadre des préparatifs de la compétition. Après un détour à leur hôtel, ils ont rallié la primature et ont reçu solennellement des mains du Premier Ministre Komi Klassou Sélom le drapeau national, et ainsi le soutien de tout le peuple togolais à travers ce geste symbolique.



Les Eperviers duTogo ont reçu le drapeau national des mains du PM Klassou

Le programme a été bien ficelé et la boucle était bouclée hier par la remise des couleurs nationales symbole du pays au capitaine Shéyi et ses coéqui-

piers qui participent à leur neuvième CAN.

A quelques heures du coup d'envoi, la fièvre monte au sein de toutes les sélections et le geste du gouvernement togolais à l'endroit de son équipe constitue un soutien psychologique de taille aux rapaces

togolais.

Retenons que lors du conseil des ministres du mercredi 11 janvier dernier, il a été demandé à chaque membre du gouvernement une contribution financière pour soutenir les Eperviers.

FM

Calendrier Complet de la CAN TOTAL GABON 2017

1ere Journée : 14 Janvier -		Groupe A
Groupe A	17h00 Gabon -Guinée Bissau à Libreville	20h00 Cameroun Gabon à Libreville
	20h00 Burkina Faso-Cameroun à Libreville	20h00 Guinée-Bissau-Burkina-Faso à Franceville
15 janvier Groupe B	17h00 Algérie Zimbabwe, à Franceville	23 janvier Groupe B
	20h00 Tunisie-Sénégal à Franceville	20h00 Sénégal-Algérie à Franceville
16 Janvier Groupe C	17h Côte d'Ivoire-Togo Oyem	20h00 Zimbabwe-Tunisie à Libreville
	20h00 RD Congo- Maroc	24 janvier Groupe C
17 janvier Groupe D	17h00 Ghana-Ouganda Port-Gentil	20h00 Maroc-Côte d'Ivoire à Oyem
	20h00 Mali-Egypte	20h00 Togo-RD Congo à Port-Gentil
2ème journée : 18 janvier-		25 janvier -Groupe D
Groupe A	17h00 Gabon-Burkina Faso à Libreville	20h00 Egypte Ghana-Port Gentil
	20h00 Cameroun-Guinée Bissau à Libreville	20h00 Ouganda-Mali à Oyem
19 janvier Groupe B	17h00 Algérie-Tunisie à Franceville	Quarts de finale
	20h00 Sénégal-Zimbabwe Franceville	A/ 28 janvier à 17h00 1er Groupe A- 2ème Groupe B
20 janvier Groupe C	17h00 Côte d'Ivoire-RD Congo à Oyem	B/ 28 Janvier à 20h00 1er Groupe B- 2ème Groupe A
	Maroc-Togo à Oyem	C/29 Janvier à 17h00 1er Groupe C- 2ème Groupe D
21 janvier Groupe D	17h00 Ghana-Mali à Port Gentil	D/ 29 janvier à 20h00 1er Groupe D-2eme Groupe C
	20h00 Egypte-Ouganda Port Gentil	Demi-finales
3ème journée : 22 janvier-		1er février à 20h vainqueur groupe A vs vainqueur groupe D

Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74

USA : Les temps forts de la conférence de presse de Donald Trump

Donald Trump a tenu ce mercredi 11 janvier sa première conférence de presse depuis le mois de juillet dernier. Devant au moins 250 journalistes réunis dans le hall de la Trump Tower à New York, le président élu a délivré une courte déclaration avant de répondre aux questions pendant un peu plus d'une heure dans une ambiance souvent tendue.

Piratage du parti démocrate : " Je pense que c'était la Russie "

Pour la première fois, Donald Trump a explicitement reconnu lors de cette conférence de presse le rôle de la Russie dans le piratage des messages de responsables du parti démocrate. Un propos qu'il a cependant relativisé en accusant également la Chine de se livrer à des activités de piratage contre les Etats-Unis. " En ce qui concerne le piratage informatique, je pense que c'était la Russie, mais on est aussi piraté par d'autres pays, par d'autres gens, et je voudrais rappeler que quand on a perdu 22 millions de noms et adresses de fonc-

tionnaires il n'y a pas longtemps, on n'en a pas fait toute une affaire, et pourtant c'était énorme ! C'était sans doute la Chine. Il y a beaucoup de piratage et on va faire une chose : nous avons avec nous les plus grands cerveaux informatiques du monde et ce que nous allons faire, c'est les réunir et construire une défense ", a-t-il assuré.

Dossier russe " inventé "

Le sujet a été au cœur de cette conférence de presse. Mais Donald Trump l'affirme : le mémo révélé par CNN faisant état d'éléments compromettants que Moscou détiendrait contre lui, et publié ensuite dans son intégralité par le site BuzzFeed, est une chose " inventée " par ses adversaires. Le président élu a accusé les agences américaines de renseignement d'avoir laissé fuiter ce " faux " dossier. " Je pense que c'est scandaleux, scandaleux, que les agences de renseignements aient permis (la publication) d'une information, qui s'est révélée être erronée et fautive ", a-t-il



Donald Trump face à la presse, à New York, le 11 janvier 2017

déclaré.

" J'ai vu ces informations, je les ai lues, tout est faux, c'est du bidon, rien de tout ça n'est arrivé. Ça a été monté par des gens qui sont contre nous, comme vous le savez puisque vous en avez parlé, comme beaucoup d'autres. Un groupe d'opposants s'est réuni, des malades, et ils ont rassemblé ces conneries. Ça n'aurait jamais dû être diffusé et je trouve que c'est une honte ", a-t-il lancé.

" Je serai le plus grand créateur d'emplois que Dieu ait jamais créé "

Alors que le taux de chômage aux Etats-Unis était en décembre à son plus bas

niveau depuis neuf ans, avec 4,7% de demandeurs d'emploi, Donald Trump a promis d'être un grand créateur d'emplois. Dans le cadre de son offensive anti-délocalisation pour relancer l'activité américaine, il a prévenu que les entreprises américaines qui délocaliseraient leurs emplois paieraient une lourde taxe frontalière. Dans son collimateur, l'industrie pharmaceutique américaine, accusée d'être un " désastre " en vendant aux Etats-Unis des médicaments fabriqués à l'étranger.

A l'inverse, Donald Trump s'est félicité des décisions de Ford et Fiat Chrysler d'investir aux Etats-Unis plutôt qu'au Mexique, et a appelé le groupe General Motors à suivre leur exemple. " Beaucoup de groupes automobiles vont s'installer " aux Etats-Unis, a-t-il affirmé, promettant de " grandes nouvelles dans les deux prochaines semaines de groupes qui vont construire dans le Midwest ".

" Mes deux fils vont diriger la société (...) Ils ne m'en parleront pas "

Le président élu a assuré avoir cédé le contrôle de ses entreprises à ses deux fils Eric et Donald Jr pendant la durée de son mandat. " Ils la dirigeront de façon très professionnelle. Ils ne m'en parleront pas ", a-t-il promis. Il a également affirmé que sa fille Ivanka allait aussi couper ses liens avec l'empire économique pour se concentrer sur son installation familiale à Washington.

Tout cela permettrait d'éviter les conflits d'intérêts avec sa fonction présidentielle, a-t-il promis, entouré par des piles de dossiers et faisant intervenir une de ses avocats pour détailler les

mesures prises.

Aucun contrat avec l'étranger ne sera signé durant le temps de la présidence, a-t-il assuré. D'ailleurs, le président élu tient à le préciser : " Au cours du week-end, on m'a proposé un contrat à deux milliards de dollars à Dubaï avec un type génial. Mais j'ai refusé car je ne veux pas tirer avantage de quoique ce soit... "

Mais le directeur du bureau d'éthique gouvernementale juge les mesures prises par Trump insuffisantes. Tous les présidents depuis une loi de 1978 ont placé leurs actifs dans des " blind trusts ", ce que Donald Trump refuse toujours de faire.

Mur à la frontière mexicaine : " Mexico remboursera "

La construction d'un mur à la frontière avec le Mexique est l'une des promesses phares de la campagne de Donald Trump. Les contribuables américains financeront le budget de construction, mais il sera remboursé par Mexico, a assuré le président élu qui promet de lancer des négociations avec le Mexique dès le début de son mandat.

" Je pourrais attendre un an et demi, le temps que nous ayons fini les négociations avec Mexico - négociations qui vont d'ailleurs commencer dès le début du mandat - mais je ne veux pas faire ça ! Je ne veux pas attendre un an, un an et demi pour construire, et je vais donc débiter la construction du mur, a-t-il assuré.

Le Mexique nous remboursera, d'une façon ou d'un autre. Cela prendra la forme d'une taxe ou d'un paiement, peu importe : il nous remboursera, il nous remboursera pour le coût de ce mur. Et d'ailleurs, je tiens à dire que le Mexique s'est très bien comporté. Je respecte le gouvernement mexicain. Je ne le rends pas responsable de ce qui s'est passé ! Je ne les blâme pas d'avoir profité des Etats-Unis ! J'aurais aimé que notre pays ait eu des politiciens aussi malins ! Ce que je dis, c'est que nous n'aurions pas dû laisser cela arriver. Et cela n'arrivera plus ! "

Source : rfi.fr

Attaque du Grand-Bassam en Côte d'Ivoire : Le cerveau présumé dans les mains des forces françaises de l'opération Barkhane

Les forces françaises de l'opération Barkhane ont arrêté, dans le nord du Mali, le présumé cerveau de l'organisation de l'attaque de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire. Vingt-deux personnes, dont deux terroristes, avaient été tuées et 33 autres blessées dans cette station balnéaire, le 13 mars 2016.

Le présumé cerveau de la dernière attaque contre la station balnéaire de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire a été arrêté dans le nord du Mali par des militaires français de l'opération Barkhane.

Une source proche du dossier explique que très récemment, l'individu avait été localisé au sud de Gao, vers la localité de Gossi. En fait, ses va-et-vient étaient surveillés.

Séjour algérien

Avant d'arriver à Gossi, il avait effectué un séjour en Algérie. Les services secrets



Un soldat ivoirien à Grand-Bassam, le 13 mars 2016, jour de l'attaque

maliens suivaient ses traces. Ils ont alors alerté l'armée française dans le nord du Mali qui a envoyé des éléments sur place pour " cueillir l'individu ".

Le suspect s'appelle, d'après nos informations, Mimi Ould Baba Ould Cheikh. Il est toujours, ce jeudi 12 janvier, aux mains de l'armée française dans le nord du Mali.

Selon les dernières infor-

mations, il aurait reconnu avoir supervisé l'attaque, organisé le transport des exécutants, le transport des armes du Mali vers la Côte d'Ivoire et la mise en route des véhicules des présumés jihadistes.

Certaines sources s'interrogent au Mali : le suspect arrêté n'est-il pas également lié au trafic de drogue dans le septentrion malien ?

Source : rfi.fr

T MONEY

Pour y accéder,
composez
***145#**

Gérez tout via votre mobile !

✓ Simple ✓ Rapide ✓ Sécurisé

Transfert d'argent

Achat

Paiement

Souscription au service
gratuite

La banque émettrice



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 et ISO 14001

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Djidjolé, non loin de la Clinique BAYOR

Tél: (00228) 22 32 85 95

Directeur de Publication:

Sama T. DJOBO

(00228) .90 03 17 74

.98 62 72 72

Rédaction:

Biva KPELAFIA,

Sam DJOBO,

Armand ATTISSO

Moudjib FALANA

Gaël N.

Kékéli (Stagiaire)

Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :

AGBERE Takira

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.500 exemplaires